

«Le cycle électoral est trop court pour un réel changement politique»

Article by Mohssin El Ghabri

September 3, 2021

Le parti Vert belge, depuis son succès aux élections de 2019, dispose de sièges au niveau régional, fédéral et européen. Alors que les prochaines échéances se trouvent en 2024, le parti est en quête de crédibilité sur des thématiques qui incombent traditionnellement à d'autres formations politiques. S'inspirant de ce que les partis écologistes proposent en Allemagne et en France, le parti Ecolo considère le changement climatique comme une question géopolitique fondamentale, dont l'échelle pertinente est l'Europe.

Ce texte s'inscrit dans une série d'entretiens consacrés aux partis verts en Europe, co-publié avec le [Le Grand Continent](#)

Green European Journal: Vous êtes dans l'entre-deux électoral, c'est-à-dire que vous n'avez pas d'échéance immédiate. Vous êtes installé au gouvernement avec un enjeu de gestion de crise énorme. Comment est-ce que les enjeux nationaux sont vécus pour un parti comme ECOLO ? Quels sont les enjeux qui structurent le débat public ?

Mohssin El Ghabri : Rappelons un élément de contexte : la Belgique est un État fédéral avec plusieurs gouvernements dans lesquels nous siégeons, ce qui est inédit. ECOLO n'avait jamais siégé dans l'ensemble des gouvernements, avec l'exception près du petit gouvernement de la Communauté germanophone. On est effectivement dans un entre-deux électoral : la prochaine échéance sera l'élection générale (européenne, fédérale, régionale), très rapidement suivie par une élection communale. L'horizon est à juin et septembre 2024.

Pour ce qui est du contexte national : c'est une situation politique largement saturée par la question du Covid, de la gestion de crise sanitaire, et de tous les effets sociaux, économiques et psychologiques de la crise, avec un focus particulier sur l'exercice des responsabilités en temps de Covid. Il est à mon avis très difficile pour des partis d'opposition constructive, non populiste, d'exister dans cette séquence-là, qui est fortement centrée sur l'exercice des responsabilités, et en Belgique centrée sur le gouvernement fédéral. Elle est encore plus centrée sur deux figures du gouvernement fédéral, le ministre de la Santé et le Premier ministre. Le contexte national est aussi marqué par les effets du réchauffement climatique sous la forme de vagues de chaleur ou d'inondations. Enfin, ce contexte évolue aussi sur le fond en termes de jeu politique puisqu'au Nord les partis de droite et d'extrême droite représentent une majorité des intentions de vote, et qu'au Sud le PTB développe un style nouveau à travers un populisme de gauche agressif.

Pour nous, cette séquence représente à la fois un défi et des difficultés. Des difficultés car nous sommes en première ligne non pas au niveau fédéral mais au niveau régional : Alain Maron est ministre de la Santé à Bruxelles, et Bénédicte Linard est ministre de la Santé au niveau de la communauté française (il y a beaucoup de ministres de la Santé en Belgique, ce qui a suscité en soit des polémiques politiques, surtout lors de la première vague). On est à la fois sous la pression de certains secteurs qui souhaitent la réouverture parce que la souffrance est trop importante, mais sans être dans la cabine de pilotage fédérale.

Ce qui nous aide et nous handicape — handicape sur le fond mais nous aide d'un point de vue politique — c'est que le paysage politique belge est assez illisible, y compris du point de vue de l'imputation des responsabilités. C'est ainsi la classe politique dans sa globalité qui est pointée du doigt.

Our latest edition: Democracy Ever After? Perspectives on Power and Representation is out now.

It is available to read online & order straight to your door.

[READ & Order](#)

Est-ce que vous arrivez quand même à conquérir des espaces dans le débat public pour faire vivre d'autres thématiques, qui soient directement ou indirectement liées aux origines de la crise sanitaire ?

Sur la première partie de la question, de notre côté nous avons très rapidement pris le pli, au moment du déclenchement de la crise, d'être dans une forme d'excellence dans la gestion lorsqu'on est en responsabilité, pour s'assurer qu'on fait au mieux dans les circonstances données. Plus du point de vue du parti, nous avons essayé de continuer de travailler sur des sujets connexes à la crise du Covid qui ne sont pas trop éloignés de nos fondamentaux, comme la question de l'environnement et du climat.

On a fait ça sur les questions de biodiversité et les zoonoses où on a vraiment tenté d'expliquer la crise. Non pas simplement amener immédiatement des solutions, mais de donner du sens à la crise, l'expliquer en mobilisant les questions de biodiversité qui sont essentielles, et faisant le lien entre ce qui se passe aujourd'hui et ce qui risque de se reproduire à nouveau si l'on continue de détruire le bouclier naturel qui nous sépare des animaux sauvages. Ramener la lecture de la crise sur nos fondamentaux.

On constate ainsi que dans le débat intellectuel et médiatique sur les raisons de la crise, au départ il y avait plusieurs logiciels en concurrence. Il y a le logiciel écologiste qui l'explique la crise de manière systémique en mobilisant notamment les questions de biodiversité ; mais il y a aussi le logiciel plutôt socio-démocrate, qui mobilisait par exemple le manque de robustesse de notre système de soins, le manque de lits en soins intensifs, etc. C'est le même exercice que nous : ramener à leurs fondamentaux, mais ils l'ont fait d'une manière moins crédible, au vu de la manière dont les intellectuels et les journalistes ont répondu à cette question, de manière beaucoup plus proche de notre schéma. De même, les partis de droite ont tendance à appliquer à la situation Covid une lecture de « parenthèse » qui va se refermer pour mieux revenir au « business as usual ».

L'autre élément sur lequel on a vraiment insisté, c'est sur une conception de la santé beaucoup plus riche et intégrale que la seule conception du lien avec le système des soins de santé. On a voulu amener les questions de santé environnementale de manière plus générale, ainsi que les questions liées aux déterminants sociaux et environnementaux de la santé au centre du débat. On a voulu faire percoler cela en donnant comme illustration des éléments de vécu en situation de confinement : dans les grandes villes, le fait qu'il soit très difficile lorsqu'on habite dans un appartement de pouvoir profiter des espaces verts quand on n'a pas de terrasse, ce qui est un vécu du confinement tout à fait différent de celui des personnes qui bénéficient à la campagne de beaucoup plus d'espace. On s'est plus basé sur les éléments préventifs que sur les éléments curatifs, en se focalisant sur les déterminants environnementaux de la santé en particulier.

Dernier élément, on a tracé les parallèles entre crise du Covid et crise climatique. La montée en puissance de la parole scientifique — qui tient un rôle important pour nous — a beaucoup joué lors de la première vague. On a voulu insister sur le fait que les scientifiques doivent être entendus de la même manière lorsqu'il s'agit de la crise climatique ou de la crise de la biodiversité. Ça a plutôt bien marché, mais ça ne marche pleinement que si on arrive à construire des alliances avec, par exemple, des épidémiologistes et des virologues qui ont une forte sensibilité climatique et environnementale, et qui font systématiquement le lien entre les deux crises. Ceci ne doit pas éclipser l'autre face de cette réalité, qui est la remise en question de la parole scientifique par des mouvements populistes.

Les partis de droite ont tendance à appliquer à la situation Covid une lecture de « parenthèse » qui va se refermer pour mieux revenir au « business as usual ».

Comment construisez-vous une crédibilité dans le débat public, et comment faites-vous les liens entre thématiques écologistes et socio-économiques ?

La chose qui me marque le plus lorsque j'évalue la situation, c'est la grande force des questions environnementales dans l'opinion publique. La préoccupation environnementale et climatique est beaucoup plus forte qu'elle ne l'était y a dix ans. Et, de manière tout à fait humble, c'est lié en partie à ECOLO. Ce qui me rassure, c'est que cette préoccupation n'a pas été reléguée au second plan par la crise du Covid. Même si les questions environnementales et climatiques apparaissent moins — en tout cas dans la communauté francophone — qu'il y a un an ou deux, au moment de la campagne électorale, on sent que ces questions vivent indépendamment du récit médiatique et de la presse traditionnelle.

La raison en est que ces préoccupations et prises de conscience sont en train de se diffuser de plus en plus, y compris au-delà des franges de la société qui y ont toujours été très sensibles. La question pour nous, c'est de savoir comment politiser les autres préoccupations qui montent, et faire les liens entre des questions très différentes, et qui suscitent ici ou là des prises de conscience des citoyens.

Notre objectif est d'actualiser nos propositions sur les « problèmes verts ». Ce sont les

sujets environnementaux et climatiques et tout ce qui leur est lié, comme l'alimentation durable. Nous sommes perçus comme étant le parti le plus crédible sur ces enjeux-là. Dans le cadre de négociations avec d'autres partis, on constate qu'ils sont en fait assez faibles sur le fond des questions climatiques et environnementales. Les autres, y compris le Parti socialiste, n'ont pas achevé leur mue sur les questions écologiques au-delà du marketing politique. Les négociations gouvernementales sont un moment de vérité de ce point de vue-là, car elles permettent de voir ce que les autres ont vraiment dans le moteur.

Même si les questions environnementales et climatiques apparaissent moins — en tout cas dans la communauté francophone — qu'il y a un an ou deux on sent que ces questions vivent indépendamment du récit médiatique et de la presse traditionnelle.

La faiblesse est au niveau de l'expertise avec laquelle ils viennent à la table des négociations ou plutôt leurs propositions ?

Les deux. En termes de vision, ils ont une vraie difficulté à faire le lien entre les questions écologiques et les questions économiques, ou les questions écologiques et les questions sociales. Ils ont une approche en silo des « matières vertes », et puis il y a un vrai déficit d'expertise.

Ca participe d'une logique générale. Peut-être que c'est propre au système proportionnel où on a vraiment une logique de spécialisation des partis politiques très forte. Nous n'étions pas à la hauteur du Parti socialiste sur les questions de sécurité sociale ou de pensions. Un de nos objectifs dans les prochaines années est de construire là-dessus : non seulement rester fort et pertinent sur les questions vertes — en d'autres termes, ne pas les considérer comme acquises — mais aussi s'investir sur les sujets socio-économiques pour pouvoir faire valoir notre vision sur ces sujets-là.

Même quand on discute de vision pendant des négociations avec le gouvernement, il faut pouvoir rentrer dans du contenu très technique et faire montre d'une expertise qui parfois se révèle être l'élément déterminant pour faire bouger les lignes. C'est pourquoi la professionnalisation de notre service d'études politiques et engranger de l'expertise sur des thèmes peu explorés ou maîtrisés jusqu'ici est une des clés de voute de notre stratégie de parti. Il nous faut pouvoir impressionner les partenaires de négociation et utiliser notre expertise pour disposer d'un coup d'avance afin de dominer des négociations.

Après l'écologie, l'Europe comme élément structurant dans le débat actuel. La crise est de dimension mondiale, bien sûr, mais la dimension européenne a pris aussi énormément d'importance. Est-ce que les questions européennes ont également un impact sur les clivages en Belgique ? Comment vous, un parti a priori en faveur de la constitution européenne, puisque c'est dans l'ADN des Verts, faites vivre cette dimension dans l'espace public national ?

Il n'y a pas vraiment de clivage politique sur les questions européennes. On a grosso modo une tradition en Belgique favorable à la construction européenne, avec une exception récente, celle du PTB et de l'extrême droite. Le PTB a à un moment donné voulu se différencier des autres partis sur les questions européennes en mobilisant des idées comme celle de la sortie des traités. C'est un peu comme ce qui se joue en France avec Mélenchon, mais avec beaucoup moins de succès.

Par contre, les questions européennes ont été déterminantes pour nous dans l'avancement nos priorités. Autour de la table des négociations, la Commission européenne était à côté d'ECOLO, ce qui n'est pas rien dans un pays avec une forte tradition proeuropéenne. Autrement dit, le fait de mobiliser le Green Deal pendant les négociations fédérales a été un argument assez décisif pour convaincre les libéraux et les socialistes du bien-fondé de nos propositions et de nos priorités en matière climatique, environnementale et de biodiversité. L'Europe a été d'une aide considérable pour nous depuis un an et demi. C'est quelque chose que je ne constatais absolument pas il y a dix ans.

Enfin, les partis politiques ont une mission démocratique. Une de nos volontés dans ce contexte est d'europaniser le débat politique belge, au-delà de l'europanisation seule de notre parti.

L'Europe a été d'une aide considérable pour nous depuis un an et demi. C'est quelque chose que je ne constatais absolument pas il y a dix ans.

Des élections se sont tenues en mars dernier aux Pays-Bas, c'est également une année électorale en Allemagne et l'an prochaine en France. Ces dynamiques électorales ont un impact à la fois sur l'écologie et sur l'Europe. Comment est-ce que ECOLO suit cela ?

L'Allemagne et la France, d'abord pour des raisons évidentes de basculement des dynamiques européennes, sont les pays vers lesquels notre regard se tourne sans cesse. L'Allemagne a un impact évident dans le basculement du rapport de force dès lors que les Verts allemands sont en position d'entrer potentiellement au gouvernement. Il s'agit d'un moment décisif pour les Verts en Europe, il est donc essentiel pour nous de suivre ça de près mais aussi de tenter d'analyser leurs choix stratégiques et tactiques parce qu'ils se rapprochent plus de notre réalité que de celle des Verts français. Les régions allemandes ont notamment développé un lien fort entre la vision industrielle et l'écologie, ce qui nous intéresse particulièrement. Cette crédibilisation est quelque chose donc on doit vraiment s'inspirer en Belgique. On a encore beaucoup de marge d'évolution là-dessus, et il y a des enseignements assez intéressants à tirer de ce qui se joue dans certains Länder allemands, et au niveau fédéral allemand.

Du côté français, c'est différent parce que nous partageons une sphère de public francophone, ce qui fait que ce qui se joue du côté français a un impact sur nous. Ce qu'on constate en France, c'est que les Verts montent en puissance au point qu'ils sont la cible

privilegiée du parti au pouvoir. Si Europe Écologie Les Verts comme parti est pris dans des polémiques incessantes en termes notamment « d'écologie punitive », cela peut nous affecter. À l'inverse, si EELV arrive à créer une dynamique à l'approche de l'élection présidentielle, c'est très positif pour nous.

On est aujourd'hui dans une phase de prise de conscience géopolitique. Il y a une incertitude croissante aux frontières de l'Union européenne. Même si ce n'est pas une thématique électorale, est-ce que ECOLO propose une vision géopolitique, aussi bien pour la Belgique qu'au niveau européen ?

D'abord, la Belgique n'a pas une grande tradition de projection géopolitique, si ce n'est dans la région des Grands Lacs en Afrique centrale. C'est là où la Belgique continue à avoir des intérêts économiques et des leviers politiques importants. Et encore, c'est de moins en moins le cas, avec la montée en puissance de la Chine, des États-Unis et de la France. Par contre, la Belgique a une grande tradition de multilatéralisme et d'investissements, à la fois sur les enjeux de politique étrangère de l'Union européenne, avec un petit bémol sur la question de l'OTAN — qui reste une épine dans notre pied — et un investissement fort dans tout les structures multilatérales, jusqu'aux Nations unies.

Comme les questions européennes, la tradition de multilatéralisme n'est pas un sujet de clivage au sein des partis politiques belges, exception faite du PTB. Les Verts, de ce point de vue-là, sont assez à l'aise, dans le sens où on défend le multilatéralisme, une politique qui favorise les droits de l'homme, et on sent une vraie mobilisation autour de ces questions. On peut prendre l'exemple de la Chine et des Ouïgours. C'est un sujet important en Belgique, tant du côté néerlandophone que du côté francophone, et on a des prises de position fortes sur cette question-là avec des parlementaires qui sont en première ligne.

Cette place du respect des droits de l'homme en termes de politique étrangère reste une identité forte des Verts, et des Verts belges en particulier. Ça vaut autant pour nos relations avec des pays étrangers que sur notre politique de voisinage avec des pays aux frontières de l'Union européenne. La déclinaison de ce souci des droits de l'homme se retrouve évidemment dans les politiques d'asile et d'immigration où on a été et où on reste le premier choix progressiste, puisque ni le Parti socialiste ni le parti PTB ne se mobilisent sur ces questions-là.

Comme les questions européennes, la tradition de multilatéralisme n'est pas un sujet de clivage au sein des partis politiques belges, exception faite du PTB.

La question des traités commerciaux est aussi très importante pour les écologistes Belges. Ce qu'on veut construire c'est, d'une part, notre opposition à certains traités comme le Mercosur, tout en essayant de sortir d'une posture d'opposition systématique. Il s'agit de construire un logiciel qui permette de distinguer ce qu'on veut dans les traités commerciaux pour éviter de jeter le bébé avec l'eau du bain.

Enfin, pour nous le climat est une question géopolitique fondamentale. Mais nous savons

que l'échelle pertinente est l'Europe dans ce combat. Le European Green Deal et les tendances qui se dessinent en Europe peuvent projeter vers l'extérieur une image de modèle de société plus écologique. Mais au-delà de la projection du modèle UE, il y a l'emploi très concret et visible des lignes de démarcation climatique et environnementale (dont la biodiversité) comme pilier de la politique étrangère de l'UE. Aujourd'hui parler de climat dans des accords de coopération, dans des forums internationaux revient à parler de sécurité du territoire et de protection de l'intégrité physique des citoyens de l'UE, et non pas à réduire cela comme par le passé aux fleurs bleues, aux abeilles et à des programmes d'adaptation ici et là. La géopolitique climatique n'est pas un gadget, et ECOLO intègre totalement cette composante dans ses prises de position européennes au sein des exécutifs où nous siégeons.

Il y a une autre question, c'est la défense européenne. Pour vous, l'OTAN reste « une épine dans le pied ». Mais comment résoudre cette équation quasi insoluble d'avoir un engagement pro-européen, une autonomie stratégique européenne, et dans le même temps une difficulté à assumer celle-ci en dehors du parapluie nucléaire américain et des dynamiques associées. Est-ce que c'est une réflexion qui a eu lieu chez ECOLO ?

Historiquement, nous sommes opposés à l'OTAN. On favorise beaucoup plus beaucoup la question de la défense européenne, et on considère qu'il existe un antagonisme entre les deux. La difficulté ne se pose pas nécessairement en termes de construction de ce que serait notre vision des choses. La question est politique. On ne peut pas à la fois vouloir l'OTAN, vouloir le développement de l'OTAN le cas échéant, et vouloir l'avancement d'une stratégie de défense européenne. De ce point de vue-là, l'ère Trump a permis de faire prendre conscience de la nécessité d'avancer résolument vers les questions de défense européenne.

D'ici 2024, pour les prochaines grandes échéances à tous les niveaux, quelles sont les grandes priorités stratégiques sur lesquels vous voulez vous concentrer ?

La première, c'est le fait de faire vivre le parti à côté des participations gouvernementales. Les gouvernements ont leurs feuilles de route négociées avec les autres partis, nous avons notre feuille de route propre et nous devons continuer à la faire exister dans le débat public. Le parti ne peut pas s'éteindre derrière les participations gouvernementales. C'est plus un objectif opérationnel, mais il est tellement important et requiert tellement d'efforts que ça devient de fait un objectif stratégique. Le deuxième objectif, c'est de réussir nos participations, de réussir à concrétiser nos priorités dans les gouvernements mais aussi dans les communes où nous avons des responsabilités.

Le troisième objectif, c'est de s'engager pleinement dans la bataille culturelle. La réalité, c'est que le rythme électoral est trop court pour le vrai changement politique. On doit aussi pouvoir s'engager dans des combats qui ne sont pas limités par les échéances électorales. La « bataille culturelle » désigne tout l'investissement et la construction d'alliances qui nous permettraient de faire évoluer les représentations sociales pour conduire à des victoires politiques plus durables.

Un exemple : nous détenons quasiment l'ensemble des portefeuilles de la mobilité en

Belgique (Flandre exceptée). Évidemment, notre politique pourrait schématiquement se ramener à une volonté de diminuer la place de la voiture dans les modes de transport. Mais la voiture n'est pas simplement un moyen de transport : si on veut devenir plus fort que ce qu'on est aujourd'hui — à Bruxelles nous faisons 20 %, si on veut aller au-delà des 20 % — on va devoir dépasser nos publics traditionnels. On doit aller chercher des publics plutôt de classe populaire, ou qui habitent dans les quartiers populaires (ce qui n'est pas la même chose à Bruxelles). Dans ces quartiers, la voiture est aussi un marqueur social qu'on acquiert quand on commence à travailler. Il faut pouvoir changer ces représentations-là pour pouvoir être plus forts, plus audibles et plus crédibles vis-à-vis de ces publics. Cela ne se fera pas dans les deux ou trois prochaines années, mais on doit pouvoir s'y investir dès maintenant pour créer les conditions de coalition sociale plus larges à un horizon de cinq ou dix ans. Les alliances privilégiées sont donc avec le monde de la culture et avec les artistes. On peut vraiment créer des choses très intéressantes en métissant le regard politique et le regard artistique et culturel. Nous lançons beaucoup d'initiatives avec le monde de la culture et des arts pour construire une vision écologiste à travers l'expression artistique et culturelle, plutôt que de se limiter à des communiqués de presse académiques ou à des textes bien écrits. On veut changer la grammaire politique de point de vue-là.

Le parti ne peut pas laisser la participation au gouvernement le tuer.

Dernier objectif : on veut être plus fort d'un point de vue opérationnel et renforcer la professionnalisation de nos structures. Il s'agit de faire valoir le fait que l'excellence opérationnelle est au moins aussi importante que la clairvoyance stratégique, qui est une condition indispensable à la poursuite et à la réalisation de nos objectifs.



Mohssin El Ghabri is the political director of ECOLO. Previously, he worked as an advisor on foresight studies at Etopia.

Published September 3, 2021

Article in French

Translation available in English

Published in the *Green European Journal*

Downloaded from <https://www.greeneuropeanjournal.eu/le-cycle-electoral-est-trop-court-pour-un-reel-changement-politique/>

The Green European Journal offers analysis on current affairs, political ecology and the struggle for an alternative Europe. In print and online, the journal works to create an inclusive, multilingual and independent media space. Sign up to the newsletter to receive our monthly Editor's Picks.